



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... (Page 07)

Catastrophes naturelles

Les inondations dans le monde ont coûté 73 milliards en 2021

Mercredi, Swiss Re a communiqué les coûts des dégâts survenus dans le monde, en raison des inondations. Celles qui ont frappé l'... (Page 08)

Énergie

Demander de payer du gaz russe en roubles n'est «pas acceptable»

Pour le ministre allemand de l'Économie, Vladimir ... (Page 08)

Togo / Réunion du Conseil de concertation État-Secteur privé • (Pages 03)

La ZLECAF pour transformer l'économie togolaise



Evènement

• (Page 04)

Le gala des 100 entreprises les plus dynamiques du Togo arrive

Assemblée parlementaire ACP-UE

Une délégation togolaise aux travaux de Strasbourg

Une délégation parlementaire togolaise composée des députés Abira Bonfoh, ... (Page 02)

Entreprises

Création de l'Alliance des Patronats Francophones

Le mardi 29 mars 2022 a eu lieu à Tunis, la création de l'Alliance des Patronats Francophones. Un creuset pour les ... (Page 05)

Développement durable de l'Afrique

Le FAPEF appelle à une plus grande synergie entre acteurs

Le Forum africain de la presse économique et financière (FAPEF) appelle à une plus grande synergie entre institutions ... (Page 06)

Innovation

G-Agricole, une solution de gestion des fermes avicoles

Une innovation made in Togo adaptée aux réalités des fermes avicoles locales. L'outil ... (Page 11)



FONI 2022
FORUM INTERNATIONAL DE L'INTERMÉDIATION DU NUMÉRIQUE ET DE L'INNOVATION
INTERNATIONAL FORUM FOR INTERMEDIATION DIGITAL AND INNOVATION

Du 28 au 29 Avril 2022 à l'Hôtel 2 Février à Lomé au Togo
foni.afrikcreances.com

Assemblée parlementaire ACP-UE

Une délégation togolaise aux travaux de Strasbourg

Une délégation parlementaire togolaise composée des députés Abira Bonfoh, Gerry Taama, Mey Gnassingbé, Pacôme Adjourouvi et Mémounatou Ibrahima se trouve actuellement à Strasbourg en France où elle participe aux travaux parlementaires de l'Organisation des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP, ex-ACP).

• Joël YANCLLO

La délégation Togolaise a pris part, mercredi 30 mars 2022 à la réunion extraordinaire de la commission des affaires sociales et de l'environnement, ainsi qu'à la session extraordinaire de l'Assemblée Parlementaire de l'OEACP. Elle a également participé aux échanges de vues sur la problématique du changement climatique et ensuite sur le rôle du parlement dans la lutte contre les pandémies, notamment celle du Covid-19. La session extraordinaire de l'Assemblée parlementaire de l'OEACP a permis de tenir des échanges de vues sur le contenu du nouvel accord de Cotonou. Pour rappel, l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) accueille la 60ème session de l'Assemblée parlementaire (AP) de l'OEACP du 29 au 31 mars 2022. Cette réunion sera suivie de la 41ème session de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE (APP) du 1er au 3 avril 2022. Le Togo est présent à ces deux assises à travers une délégation parlementaire composée des députés Abira Bonfoh,



Gerry Taama, Mey Gnassingbé, Pacôme Adjourouvi et Mémounatou Ibrahima. Les réunions, qui se tiennent à Strasbourg, en France, sont les premières sessions en direct des assemblées depuis le déclenchement de la pandémie de COVID-19 en 2020. La 41ème session de l'APP revêt une importance particulière car il s'agira de la dernière APP dans le cadre de l'Accord de partenariat de Cotonou. Au cours de la 60ème Assemblée parlementaire (AP) de l'OEACP, les parlementaires de l'OEACP échangeront leurs points de vue sur les questions mondiales actuelles qui intéressent l'OEACP. Les trois comités de l'Assemblée parlementaire de l'OEACP : Affaires politiques ; Développement économique, finances et commerce ; et Affaires sociales et environnement rendront compte des résultats de

leurs travaux lors de la 60ème session. Une session spéciale est également prévue pour informer les parlementaires sur le nouvel accord de partenariat l'OEACP-UE.

41ème session de l'APP ACP-UE

L'ouverture officielle de la 41ème session de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE (APP) a lieu le vendredi 1er avril 2022. Les co-présidents de l'APP ACP-UE, l'honorable M. Carlos Zorrinho (UE) et l'honorable M. Peter Kenilorea (Jr) des Îles Salomon, mèneront des débats sur un certain nombre de questions, notamment le nouvel accord de partenariat OEACP-UE, les défis de la paix et de la sécurité et l'impact de COVID-19 sur l'éducation au niveau mondial. Étant donné que la COP27 aura lieu en Égypte et qu'elle est considérée comme une COP africaine, les questions liées au changement climatique figurent également en bonne place à l'ordre du jour. Une célébration parlementaire spéciale est également prévue, pour célébrer les 20 ans de l'accord de partenariat de Cotonou et la future coopération parlementaire OEACP-UE.



AUX DÉCIDEURS...

Emploi formel & égalité sociale

« Atteindre la justice sociale grâce à l'emploi formel » est le thème de la Journée mondiale de la justice sociale de cette année. Nul n'ignore que l'accès à un emploi formel peut réduire considérablement la pauvreté. À l'heure actuelle, plus de 60 % de la population active dans le monde gagnent leur vie dans l'économie informelle. En théorie, l'emploi formel offre un revenu plus stable, une protection sociale et des avantages liés à l'emploi.

Cependant, la réalité est que de nombreux emplois du secteur formel sont de plus en plus précaires et ne fournissent aucun de ces avantages, ce qui signifie que le travail formel n'est pas une voie garantie vers une plus grande égalité sociale.

Les objectifs de développement durable des Nations Unies incluent la création d'un travail dit décent. Le travail décent est défini comme un travail qui offre un revenu équitable, la sécurité, une protection sociale, des perspectives de développement personnel et le droit de s'organiser au travail.

Le travail décent ne consiste donc pas simplement à faire travailler davantage de personnes. Le défi consiste à créer des marchés du travail socialement transformateurs qui peuvent créer des emplois pour des sociétés inclusives, prospères et équitables.

Parvenir à une plus grande justice sociale par le biais de l'emploi formel n'est une possibilité réaliste que si un tel travail fournit, au moins, un salaire décent et la protection des droits du travail.

Lorsque les travailleurs ouvrent des poursuites contre leurs employeurs, soit devant la Commission de conciliation, de médiation et d'arbitrage, soit devant les conseils de négociation - qui résolvent les conflits du travail - les employeurs victimisent souvent les travailleurs et retardent continuellement les procédures dans l'espoir que les travailleurs renonceront à leur cause.

De plus, nombre de ces travailleurs se chargent eux-mêmes de ces cas car la plupart des travailleurs précaires ne sont pas syndiqués. En effet, seulement un peu plus d'un quart (27 %) de la main-d'œuvre formelle totale est syndiquée, dont la majorité sont des travailleurs qualifiés et des cadres. Pourtant, les règles de représentation à la Commission de conciliation, de médiation et d'arbitrage et aux conseils de négociation autorisent uniquement les représentants des syndicats enregistrés ou les avocats à représenter les travailleurs dans ces forums.

Cela place les travailleurs non syndiqués dans une situation de David contre Goliath où ils doivent suivre les règles de la Commission et plaider leur cause face, au moins, à des professionnels des ressources humaines formés ou, au pire, à plusieurs avocats de certains des cabinets d'avocats les plus prestigieux.

Les travailleurs se plaignent de se sentir souvent poussés par les commissaires de la Commission de conciliation, de médiation et d'arbitrage, qui sont eux-mêmes gérés en fonction du nombre de cas par jour qu'ils règlent, à accepter des règlements qui ne résolvent pas l'injustice qu'ils cherchent à corriger.

Ainsi, il a été estimé que jusqu'à 80 % des travailleurs des courtiers en main-d'œuvre n'ont pas été considérés comme permanents et continuent de travailler dans des conditions précaires.

Obtenir un emploi dans le secteur formel ne suffit pas à créer une plus grande égalité sociale. Les travailleurs ont besoin d'un salaire décent et d'un environnement dans lequel les droits sont protégés et appliqués. Cela nécessite à la fois une application ferme de l'État et l'organisation des travailleurs.

La baisse des taux de syndicalisation parmi les travailleurs est le résultat de la nature croissante de la précarité du travail et des réactions limitées des syndicats à cet égard.

Cependant, les travailleurs n'attendent pas que les syndicats viennent les organiser et ont pris l'initiative de s'organiser dans une variété de secteurs et, dans de nombreux cas, réussissent à obtenir leurs revendications.

Pourtant, ces formations ouvrières sont exclues des institutions du travail. Une avancée qui pourrait être faite dans la promotion de la justice sociale par le biais de l'emploi formel serait de reconnaître toutes les formes d'organisation des travailleurs et de leur accorder de plus grands droits dans la protection et la promotion des droits des travailleurs.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel		Sources
Valeur		
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés		Sources
Valeur		
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Togo / Réunion du Conseil de concertation État-Secteur privé

La ZLECAF pour transformer l'économie togolaise

« Faire de la ZLECAF, un levier pour la transformation structurelle de l'économie togolaise ». C'est autour de ce thème que s'est tenue, mardi 29 mars 2022, la première réunion de l'année du Conseil de concertation État-Secteur privé au Togo sous la présidence effective du Premier ministre, Victoire Tomégah-Dogbé.

• Nicole ESSO

La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) était au menu de la réunion du Conseil de concertation État-Secteur privé au Togo, le mardi 29 mars 2022 à Lomé. Cette première session de l'année présidée par le Premier ministre, Victoire Tomégah-Dogbé, était placée sous le thème : « Faire de la ZLECAF, un levier pour la transformation structurelle de l'économie togolaise ». En effet, la ZLECAF est un véritable instrument de libéralisation du commerce sur le continent africain qui ambitionne de consolider et de libéraliser le commerce des marchandises, des services et plus en Afrique. Raison pour laquelle, le Togo ne voudrait rester en marge. Car, l'accord prévoit une suppression des droits de douane pour 90% des lignes tarifaires sur 5 ans pour les pays les plus déve-

loppés et sur 10 ans pour les pays les moins avancés. Les droits de douane devront être supprimés à une échéance ultérieure pour 7% des lignes tarifaires. Komi Tsowou, chef projet ZLECAF au Centre de services régional au bureau du PNUD à Addis-Abeba, arrivé à Lomé, a édifié les participants à cette réunion du Conseil de concertation État-Secteur privé, sur l'importance de la zone de libre-échange continentale pour l'économie togolaise. Pour lui, le Togo se positionne déjà pour bénéficier des opportunités de la ZLECAF, avec 66% des exportations togolaises vers la CEDEAO. Le pays ambitionne aujourd'hui de se positionner sur les marchés en dehors de la CEDEAO grâce à la volonté politique du Chef de l'État, au hub régional de transport maritime et aérien, au hub financier, et aux zones industrielles du pays. Dans son allocution, le Pre-



• Le Premier ministre du Togo, Victoire Tomégah-Dogbé.

mier ministre Victoire Tomégah-Dogbé a salué la disponibilité du secteur privé et la résilience des entreprises togolaises dans un contexte de conjoncture mondiale. Elle a rassuré que le Gouvernement reste « attentif à l'évolution de la conjoncture pour prendre comme il l'a toujours fait, des mesures idoines afin

de préserver la résilience de notre économie et soutenir le pouvoir d'achat des ménages. » La cheffe du gouvernement togolais a appelé à la mobilisation des acteurs publics et privés pour saisir pleinement les opportunités de cette vaste zone de libre-échange à l'échelle continentale. « Nous pouvons donc retenir de cette session qu'il convient

prioritairement, de renforcer le cadre institutionnel et organisationnel pour la mise en œuvre de la ZLECAF en recherchant plus d'efficacité, plus d'agilité. Nous devons accélérer le développement de stratégies de mise en œuvre des chaînes de valeur en lien avec les priorités de notre feuille de route gou-

vernementale et la stratégie nationale ZLECAF en tenant compte des secteurs à fort potentiel tels que, l'agro-industrie, les minerais, le textile, les services. Nous devons stimuler l'éclosion des champions nationaux, renforcer la diplomatie économique pour la mettre au service de notre économie, de nos ambitions. », a-t-elle déclaré. La ZLECAF est la plus grande zone de libre-échange au monde dotée d'un marché de 1.2 milliard de consommateurs pour un PIB d'environ 2 500 milliards de dollars US. Elle constitue une réelle opportunité de développement, en ce qu'elle redéfinit le positionnement de l'Afrique sur le marché, ainsi que ses relations avec les Etats tiers. Un nouveau paradigme qui permettra à l'Afrique de sortir de la dépendance extérieure pour aller vers des relations réciproques et équilibrés avec les pays tiers.



Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	Populationdata
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata
Chiffres clés	Valeur	Sources
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

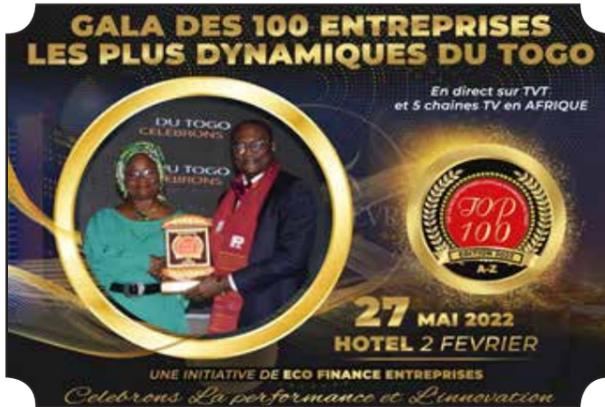
Evènement

Le gala des 100 entreprises les plus dynamiques du Togo arrive

Le 27 mai 2022, l'hôtel 2 février à Lomé, abritera un évènement majeur. Le gala des 100 entreprises les plus dynamiques du Togo pour célébrer la performance et l'innovation des entreprises togolaises.

• Joël YANCLO

Après 2016 et 2019, le gala des 100 entreprises les plus dynamiques revient au Togo. Le Cabinet International ECO FINANCE ENTREPRISES organise à Lomé, plus précisément à l'hôtel 2 février, l'édition 2022 du gala des 100 entreprises les plus dynamiques du Togo, une cérémonie de remise de distinction la plus crédible et la plus prestigieuse d'Afrique. L'évènement sera diffusé en direct sur la télévision nationale (TVT) et cinq autres chaînes TV sur le continent africain. Le gala des 100 entreprises les plus dynamiques a été créé en 2012 afin de mettre en avant les entreprises qui contribuent à bâtir une économie africaine forte et stimuler la compétitivité, un climat d'affaires propice aux investisseurs tant nationaux qu'étrangers. Il s'agira donc d'une occasion unique de célébration de l'excellence en ce qui concerne les meilleures pratiques et l'innovation dans les entreprises de toutes tailles et tous secteurs au sein du secteur privé togolais dont 100 entreprises seront primées lors de ce gala. Ces entreprises devront répondre aux critères mis en place par le Cabinet International ECO FINANCE



ENTREPRISES. Il s'agit de l'expertise de l'entreprise ; de la capacité d'innovation ; de la capacité de pénétration du marché ; de l'impact de l'activité sur l'économie. Pour rappel, Bamako a eu l'honneur de recevoir pour la deuxième fois, la soirée du gala des 100 entreprises les plus dynamiques du Mali, après l'édition de 2014, le 07 janvier 2022 au Radisson Collection Hôtel.

Le Cabinet International ECO FINANCE ENTREPRISES en bref

Fort de ses 15 ans d'existence, le Cabinet International ECO FINANCE ENTREPRISES (ECOFIE) a écrit et continue inlassablement d'écrire ses lettres de noblesse dans le domaine de l'expertise en finance et en gestion. Depuis plus de 10 ans, le Cabinet International

ECO FINANCE ENTREPRISES parcourt les différents pays d'Afrique pour célébrer la performance et l'innovation des entreprises africaines. L'entreprise est le moteur du progrès économique. Les forces vives du continent africain sont représentées par les entreprises et les investisseurs. Célébrer la performance et l'innovation des entreprises africaines représente une noble mission, en ce sens qu'il permet de valoriser l'image des entreprises, de mieux vendre la destination de nos Etats et de contribuer au développement de l'Afrique. En 10 ans d'existence, le Gala des 100 Entreprises les plus Dynamiques est devenu la plus prestigieuse cérémonie de distinction aux entreprises et la plus crédible en Afrique.

Conférence parlementaire sur le terrorisme

Le Togo représenté par la présidente de l'Assemblée à Doha

La Présidente de l'Assemblée nationale Yawa Djigbodi Tsègan, prend une part active depuis ce mercredi 30 mars 2022 à Doha, capitale de l'Etat du Qatar, à la conférence parlementaire de haut niveau.

• Junior AREDOLO

La rencontre est axée sur le thème : « Comprendre la menace terroriste en Afrique : nouveaux défis et mesures nécessaires ». Cette réunion internationale de deux jours réunit les présidents des assemblées parlementaires. Elle est organisée par le Bureau des Nations unies contre le terrorisme en partenariat avec l'Union parlementaire africaine et le Conseil de la Choura de l'Etat du Qatar. L'initiative offre un cadre d'échanges et de partages d'expériences sur la base des leçons tirées dans la lutte contre les menaces terroristes existantes et émergentes sur le continent africain. La Présidente de la représentation



nationale prendra part, ce jeudi 31 mars 2022, à un panel aux côtés de ses pairs de la République Démocratique du Congo, de l'Ile Maurice, du Maroc et de la Guinée-Bissau. Sa communication va porter sur les « Menaces terroristes au Togo et sur le continent africain : mesures nécessaires pour y faire face ». Elle mettra en exergue les

mesures innovantes adoptées par le gouvernement sous le leadership du Président de la République Faure Essozimna Gnassingbé, tels que les opérations militaires, le mécanisme multi-acteurs de prévention, le plan d'urgence pour les savanes et l'effectivité du gouvernement sur l'ensemble du territoire, surtout dans la partie septentrionale. La Présidente de l'Assemblée évoquera également les adaptations législatives permettant de faire face à cette menace. Elle présentera aussi les différentes opérations multilatérales auxquelles le Togo participe dans la sous-région. La Présidente de l'Assemblée nationale est accompagnée dans cette mission à Doha par une délégation de députés.



Bancairisation

Le Togo affiche le meilleur taux de bancairisation dans l'espace UEMOA

D'après les statistiques de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), le Togo est le pays qui affiche le meilleur taux de bancairisation dans l'espace UEMOA.

Une étude confirmée par les données officielles publiées au plan national par la cellule du climat des affaires. Selon les informations, en 2020, le taux de bancairisation a progressé au Togo de 7 %. Ce qu'indique que davantage de Togolais confient leur argent aux banques ou aux institutions financières, abandonnant ainsi la thésaurisation (conservation de l'argent à

la maison ou ailleurs sans le faire fructifier). Le taux de bancairisation désigne le pourcentage de ménages ayant au moins un compte en banque. Il y a environ deux ans, la Commission bancaire de l'Union monétaire ouest africaine (UMO) a estimé que les détenteurs de comptes dans les établissements de crédit (banques, services postaux, caisses nationales d'épargne...)

au Togo étaient de 1 178 587. Le chiffre sus-évoqué représente une hausse de 7 % comparativement avec celui de 2019. Précisément, en 2020, 78 597 nouveaux comptes ont été ouverts. En réalité, en 2016, ce sont 958 321 personnes qui disposaient d'un compte bancaire sur le territoire. En 2018, le nombre est passé à 1 001 270 puis à 1 099 990 en 2019. La BCEAO



révèle aussi qu'en 2018, le Taux de bancairisation strict (TBS) au Togo était de 26,8 %, supérieur au Mali (23,3 %), au Bénin (22,5 %) et à la Côte

d'Ivoire (21,6 %). « En 2019, ce taux de bancairisation est revenu à 25,1 %, mais constituait toujours la meilleure performance dans l'UEMOA », souligne un rapport de l'institution régionale. Au dernier recensement qui date de moins d'une année, le Togo comptait 14 banques (dont 11 filiales et 03 succursales) et 03 établissements financiers à caractère bancaire (dont 02 filiales). Pour

les experts en la matière, ce dynamisme constaté dans le secteur bancaire peut être expliqué par les réformes facilitatrices exécutées continuellement par le chef de l'Etat et ses collaborateurs. Ces dernières années, les investisseurs nationaux et les étrangers bénéficient d'un lot d'avantages qui leur permettent de faire recette dans un pays sûr, stable et économiquement souple.

©AfreePress

Baromètres Togo

Investissement Direct Etranger	2016	2017	2018
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

Entreprises

Création de l'Alliance des Patronats Francophones

Le mardi 29 mars 2022 a eu lieu à Tunis, la création de l'Alliance des Patronats Francophones. Un creuset pour les entreprises francophones de travailler autour d'une population de 536 millions de personnes, aussi bien pour la prospérité de leurs entreprises que pour le développement de leurs environnements socio-économiques.



● Joël YANCLO

Des représentants d'organisations patronales de plus d'une vingtaine de pays francophones ont signé, mardi 29 mars 2022 à Tunis en Tunisie, un accord pour la création de l'Alliance des patronats francophones. Selon un communiqué rendu public, l'alliance sera dotée d'une organisation permanente et aura pour mission d'accélérer les flux d'affaires entre entreprises francophones, de coordonner l'action francophone des organisations professionnelles les plus représentatives de chacun des pays et régions francophones membres, d'établir des diagnostics partagés et d'être une force de propositions. L'Alliance des Patronats Francophones

est le fruit de l'importance de la coopération économique et du partenariat entre les entreprises afin d'assurer une croissance soutenue dans l'espace francophone. Elle vise une francophonie économique concrète autour des entreprises. La création de l'alliance intervient six mois après la tenue de la première REF francophone et la Déclaration de Paris. Elle manifeste la continuité d'action et la détermination des patronats fondateurs à bâtir une francophonie économique concrète autour des entreprises. Troisième langue d'affaires dans le monde, le français nécessite une restructuration à l'échelle internationale. Plusieurs décisions ont été annoncées en ce sens : l'élection d'un premier président de l'alliance pour un mandat de deux ans. Le

président élu est Geoffroy Roux de Bézieux, Medef, France. Le bureau, élu, est composé du président, du secrétaire général (Chakib Alj, CGEM, Maroc, membre du comité exécutif) et du trésorier Karl Blackburn, CPQ, Québec, vice-président. Le comité exécutif est composé du président, des 9 vice-présidents et de Chakib Alj, CGEM, Maroc. Le siège de l'Alliance est à Paris. Le prochain rendez-vous de l'Alliance est prévu à Abidjan en octobre 2022 pour la tenue de la "REF francophone 22" qui permettra de présenter les premiers résultats de six mois d'actions. Les patronats francophones auront également l'occasion de se retrouver en novembre 2022 à Djerba, lors du 18e sommet de la Francophonie.



Accord de Tunis

Nous, Organisations patronales des pays francophones réunies aujourd'hui 29 mars 2022 à Tunis :

- 1- Considérant la déclaration de Paris du 25 août 2021 signées par les Présidents des patronats des pays francophones et adhérant à toute sa matière ;
- 2- Persuadées que la coopération économique et le partenariat entre nos entreprises sont les moyens les plus indiqués pour assurer une croissance soutenue dans notre espace francophone.
- 3- Résolues à bâtir une francophonie économique concrète autour des entreprises.

Déclarons la création de l'Alliance des Patronats Francophones.

Cette alliance sera dotée d'une organisation permanente et aura pour mission d'accélérer les flux d'affaires entre entreprises francophones, de coordonner l'action francophone des organisations professionnelles les plus représentatives de chacun des pays et régions francophones membres, d'établir des diagnostics partagés et d'être une force de propositions.

Signataires

<p>Algérie Mohamed Sami Agli (CAPC)</p> <p>burkina faso Alexis Zongo (Confédération générale des entreprises du burkina faso)</p> <p>Comores Mohamed Madouhouli (Mouvement des Entreprises Comoriennes)</p> <p>Djibouti Abdallah Ibrahim Abdallah (CC Djibouti)</p> <p>Guinée Conakry N'Faly SOUMAORO (CNP-Guinée)</p> <p>Maroc Mehdi Tazi (CGEM)</p> <p>RDC Patricia GIESKES-VERINGA (FEC)</p> <p>Togo Coami Sedolo TAMEGNON (CNP Togo)</p>	<p>Belgique Pierre Mottet (uwe)</p> <p>Cameroun Célestin TAWAMBA (GICAM)</p> <p>Congo-B Alphonse MISSENGUI (UNICONGO)</p> <p>France Geoffroy Roux De Bézieux (Medef)</p> <p>Liban Dany Abboud (ALI)</p> <p>Mauritanie Seyid Abdallahi (UNPM)</p> <p>Sénégal Antoine NGOM (CNP Sénégal)</p>	<p>Bénin Régis Facia (CNP Bénin)</p> <p>Canada Karl Blackburn (CPQ Québec)</p> <p>Côte d'Ivoire Jean-Marie ACKAN (CGECI)</p> <p>Gabon Alain Ba Oumar (CPG)</p> <p>Madagascar Guy Foka (GEM)</p> <p>Niger Salaye SEYBOU (CNP Niger)</p> <p>Tchad Bichara DOUDOUA (CNP Tchad)</p> <p>Tunisie Samir Majoul (UTICA)</p>
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------



Développement durable de l'Afrique

Le FAPEF appelle à une plus grande synergie entre acteurs

Le Forum africain de la presse économique et financière (FAPEF) appelle à une plus grande synergie entre institutions multilatérales, chercheurs, société civile et médias pour le développement durable de l'Afrique.



● Vivien ATAKPABEM

La deuxième édition du Forum de la presse économique et financière s'est ouverte le 24 mars à Abidjan autour du thème : « Les enjeux du développement durable et de la santé ». Le forum tenu sur deux jours a été présidé, au nom du ministre ivoirien des Finances par son représentant, Gondo Diomandé. Il a souligné « l'importance de la mise à disposition de l'information économique aux populations africaines ». Michel Russel Lohoré, promoteur du Forum a souligné la détermination de son organisation à « redonner à la presse économique toute sa place en Afrique, car la création du Forum de la presse économique et financière répond à une volonté de contribuer à l'essor économique de l'Afrique. » Les enjeux de la thématique ont été posés par le professeur Abdoulaye Seck de l'université Cheikh Anta Diop de Dakar, qui a insisté sur les aspects écologiques et environnementaux du développement durable et ses évolutions depuis le rapport Brundtland. En tant que conférencier principal, il a mentionné « les effets du Covid-19 qui ont réduit à néant les gains économiques (de l'Afrique) des deux dernières décennies » « Sur dix pays les plus vulnérables au changement climatique, neuf se trouvent en Afrique, le continent qui contribue très peu aux gaz à effet de serre. » a-t-il remarqué. La COP27 qui sera organisée en Égypte devrait être mise à profit pour une meilleure prise en charge de la perspective africaine. Renforcer l'implication du secteur privé et du secteur financier dans l'économie verte, « reverdir la politique monétaire » devraient, entre autres, aider à mieux réconcilier environnement et activités économiques, a-t-il conclu. L'effet réorganisateur du Covid-19 sur les économies a remis sur l'agenda des priorités, la construction de la résilience sanitaire à

travers le renforcement des systèmes de santé en Afrique et des capacités de production des médicaments. Koffi Ange Houngbedji, analyste de la santé à la Banque africaine de développement, est revenu sur l'importance du capital humain en Afrique et les efforts consentis par la Banque dans l'appui aux pays africains dès le déclenchement de la pandémie et le soutien à la mise en place sur le continent de véritables capacités de production. Cette crise sanitaire du Covid-19, a-t-il souligné, a remis à jour la santé comme faisant partie des priorités que la Banque veut développer sur le continent. Il a expliqué que la Banque vient d'adopter sa stratégie 2022 - 2030 des infrastructures de santé de qualité en Afrique qui, à coup sûr, contribuera à renforcer le système de santé sur le continent. Cette stratégie vient en complémentarité des efforts des autres partenaires et renforcera les capacités de diagnostic sur le continent, contribuera au développement des infrastructures secondaires, tertiaires et de spécialités en Afrique.

Un département sectoriel sur la santé à la BOAD

Tirant les leçons de la crise sanitaire, la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) a mis en place un département sectoriel sur la santé. « Il s'agit de soutenir le développement du secteur de la santé en rendant les ressources aussi concessionnelles que possible car, sans capital humain, il est impossible de prétendre à des économies émergentes. » a ajouté Emmanuel Barry, son directeur du Département santé, éducation et immobilier. L'importance des énergies renouvelables dans le développement a été soulignée par Dr Tshepelayi Kabata, conseiller technique à la Banque arabe pour le développement économique en Afrique qui finance un projet

d'énergie solaire en Guinée Bissau et un projet de production de voitures électrique en République démocratique du Congo. D'autres intervenants ont indiqué que le développement du continent doit passer par une réforme des Accords de partenariat économique et des accords d'investissement, pour un partenariat gagnant-gagnant. Le rôle et la place des citoyens doit être accru en matière de gouvernance économique et de politiques publiques, a avancé Dr Gwenaëlle Otando, présidente de l'Association de valorisation d'expertise citoyenne et de solidarité. Mais le message fort du Forum est l'appel lancé pour que les acteurs (institutions multilatérales, société civile, secteur privé, médias) développent une meilleure synergie pour le développement durable du continent.

Une meilleure articulation

Ainsi pour Oumar Baldé, rédacteur en chef de Medi1 Tv, il faut une meilleure articulation entre les stratégies des institutions et les réalités de développement du terrain. « L'Afrique doit faire confiance à l'Afrique » a-t-il affirmé. En écho, Idriss Linge de l'Agence Ecofin a insisté sur les représentations véhiculées sur l'Afrique : « Le narratif sur l'Afrique doit changer, car le continent a assez de richesses pour contribuer efficacement au développement durable, mais des rapports économiques défavorables le mettent en mauvaise posture ». Le Forum de la presse économique est soutenu par des institutions dont entre autres la Banque africaine de développement, la Banque arabe pour le développement économique en Afrique, la Banque ouest-africaine de développement, la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest, la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique et Africa 50.

Afrique de l'Ouest

Le siège du CRESMAO bientôt inauguré à Abidjan

Le Centre Régional de Sécurité Maritime de l'Afrique de l'Ouest (CRESMAO) basé à Abidjan, en Côte d'Ivoire, sera officiellement inauguré ce jeudi 31 mars 2022, lors d'une cérémonie organisée par la Commission de la CEDEAO en collaboration avec le Gouvernement ivoirien.

Créé par décision de la Conférence des Chefs d'Etats et de Gouvernement le 31 juillet 2018, le CRESMAO est un outil essentiel de la mise en œuvre de la Stratégie Maritime Intégrée de la CEDEAO (SMIC) adopté le 29 mars 2014. La SMIC propose un ensemble d'actions prioritaires globales aux niveaux national et régional pour faire face aux défis qui se posent au domaine maritime. Elle comprend cinq objectifs stratégiques, qui sont : (i) la gouvernance maritime ; (ii) la sûreté et de la sécurité du domaine maritime ; (iii) la gestion de l'environnement marin ; (iv) l'économie maritime de la CEDEAO ; (v) et la sensibilisation et la recherche dans le domaine maritime. Le CRESMAO concourt à la mise en œuvre de la SMIC en coordonnant les activités opérationnelles des trois (03) Centres Maritimes Multinationaux de Coordinations (CMMC) des zones E, F et G et en veillant au suivi du Code de conduite issu du sommet de Yaoundé du 25 juin 2013. De manière



spécifique, le Centre assure la gestion et le partage de l'information, la veille opérationnelle, la coordination en cas de crise ainsi que la formation et le renforcement des capacités. Le CRESMAO constitue avec les CMMCs des zones E, F et G et les Centres des Opérations Maritimes (COM) des Etats membres, l'architecture de sécurité et de sûreté maritimes régionales mise en place par la CEDEAO pour lutter efficacement contre les actes illicites commis dans l'espace maritime de l'Afrique de l'Ouest. Le CRESMAO est placé sous l'autorité du Commissaire chargé des Affaires Politique Paix et Sécurité de la Commission de la CEDEAO. A

l'occasion de cette importante cérémonie, une délégation de la Commission de la CEDEAO conduite par le Général Francis BEHANZIN, Commissaire chargé des Affaires Politique Paix et Sécurité participera à cette cérémonie d'ouverture au côté des Autorités ivoiriennes. A l'agenda de la journée d'inauguration, figurent la remise de souvenirs (Plaquettes) au personnel intérimaire sortant mise à la disposition du CRESMAO par le Gouvernement ivoirien, la Coupure officielle de ruban, une visite des locaux, une conférence de presse et la Photo de famille.

Source : CEDEAO

Côte d'Ivoire

La campagne 2022 d'exportation de mangues lancée le 5 avril prochain

En Côte d'Ivoire, la mangue est l'un des principaux fruits cultivés avec la banane et l'ananas. Dans la filière qui reste très orientée à l'exportation, les défis se sont accumulés depuis quelques années sur son premier marché à savoir le marché européen.

En Côte d'Ivoire, la filière mangue entamera ses exportations pour le compte de la campagne 2022 à partir du mardi 5 avril prochain. Ce nouvel exercice sera l'occasion de rebondir pour les acteurs qui ont enchaîné deux saisons consécutives difficiles. Alors qu'en 2020, la filière était aux prises avec la pandémie de coronavirus qui a pénalisé les ventes de la filière et empêché d'atteindre ses objectifs en termes de tonnage, l'industrie a essuyé l'année dernière une perte de 500 millions Fcfa avec les rejets des marchandises aux points d'entrée de l'Union européenne (UE). Sur le marché communautaire, son débouché traditionnel, le secteur a en effet vu 22 interceptions de ses cargaisons en raison de la présence de larves de mouches des fruits contre seulement 5 en 2020 et 9 en 2019. Cette recrudescence reste problématique dans la mesure où l'UE applique la règle des « cinq avertissements » en vertu de laquelle,

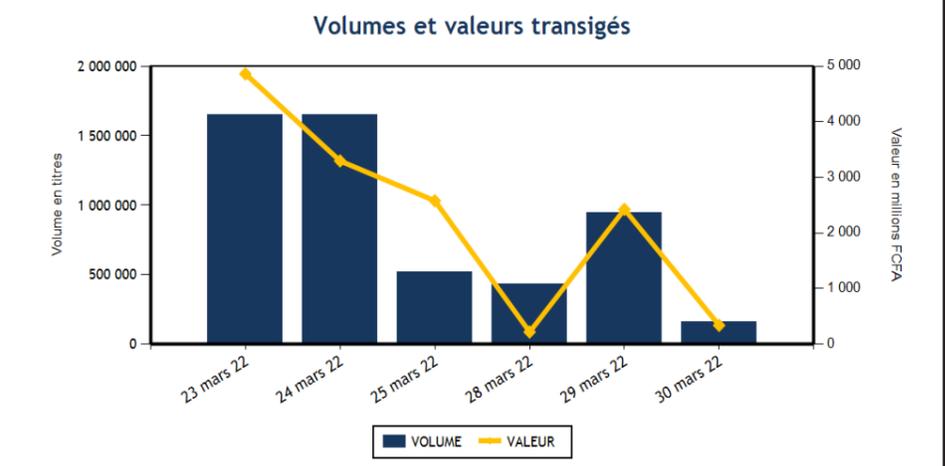
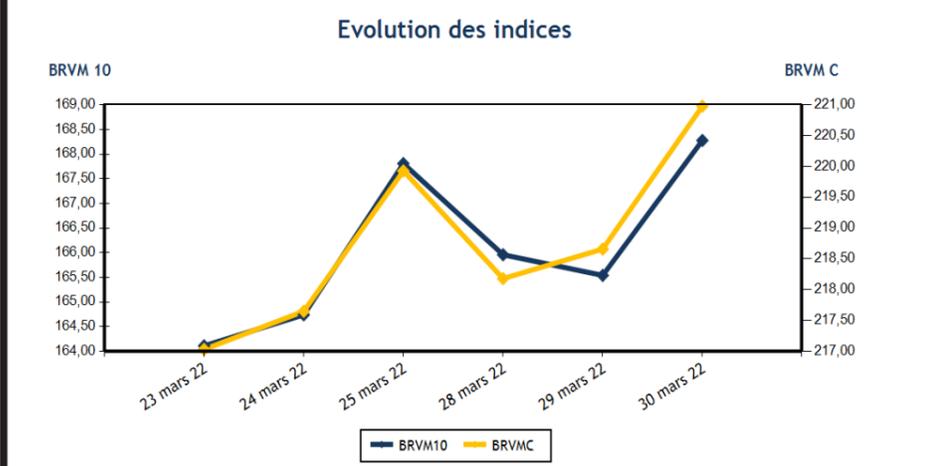


après cinq interceptions de produits infectés, une prohibition d'importation spécifique à un pays peut être introduite. Dans un tel contexte, Pascal Nembélessini-Silué président de l'Interprofession Mangue (Inter-Mangue), souligne que l'industrie mettra les bouchées doubles pour améliorer sa gestion du nuisible afin de rassurer les acteurs européens sur la qualité de son produit et éviter un éventuel embargo. Déjà à partir du 2 avril, le responsable indique que des pièges à mouches des fruits avec attractif sexuel seront disponibles pour tous les acteurs grâce à l'enve-

loppe de 1,3 milliard Fcfa allouée par l'exécutif à la filière dans le cadre du Programme d'urgence agricole (PURGA). Pour rappel, le prix bord champ de la caisse de la variété Kent, principal composant des cargaisons ivoiriennes, a été fixé à 2400 Fcfa pour 2022 contre 2350 Fcfa un an plus tôt. Quant au prix du kilogramme de la mangue à l'usine, il passera de 195 Fcfa à 200 Fcfa. La Côte d'Ivoire a exporté environ 32 800 tonnes de mangues fraîches en 2021, un volume en hausse par rapport à la dernière campagne (25 300 tonnes).

Avec Agence Ecofin

BRVM 10	168,28	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE N° 63 mercredi 30 mars 2022 Site : www.brvm.org	BRVM Composite	220,98
Variation Jour	↑ 1,66 %		Variation Jour	↑ 1,06 %
Variation annuelle	↑ 9,62 %		Variation annuelle	↑ 9,24 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 652 096 737 386	1,06 %
Volume échangé (Actions & Droits)	159 941	-79,55 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	337 090 854	-55,38 %
Nombre de titres transigés	43	2,38 %
Nombre de titres en hausse	16	-5,88 %
Nombre de titres en baisse	16	23,08 %
Nombre de titres inchangés	11	-8,33 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 640 968 988 392	0,00 %
Volume échangé	188	-99,89 %
Valeur transigée (FCFA)	1 794 000	-99,89 %
Nombre de titres transigés	5	-28,57 %
Nombre de titres en hausse	0	
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	5	25,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TOTAL SN (TTLS)	2 685	6,97 %	35,95 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	18	5,88 %	0,00 %
BANK OF AFRICA CI (BOAC)	5 800	5,84 %	-0,94 %
BICI CI (BICC)	6 390	5,27 %	-13,65 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	845	4,97 %	35,20 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SAFCA CI (SAFC)	1 165	-6,80 %	37,06 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	1 150	-3,36 %	-3,36 %
SODE CI (SDCC)	4 355	-1,91 %	1,40 %
SAPH CI (SPHC)	5 400	-1,64 %	3,95 %
CORIS BANK INTERNATIONAL (CBIBF)	10 050	-1,47 %	-4,29 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	118,15	2,28 %	7,30 %	10 161	20 239 990	40,48
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	519,16	1,48 %	15,66 %	9 582	50 196 225	8,57
BRVM - FINANCES	15	80,59	0,96 %	4,49 %	117 094	198 366 344	10,89
BRVM - TRANSPORT	2	581,55	0,00 %	-6,52 %	111	264 900	9,71
BRVM - AGRICULTURE	5	286,44	-0,59 %	17,73 %	16 906	56 004 315	18,28
BRVM - DISTRIBUTION	7	446,01	0,22 %	9,47 %	5 381	11 049 670	28,26
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 684,25	-1,44 %	86,99 %	706	969 410	7,91
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	13,11	
Taux de rendement moyen du marché	5,34	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,02	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	98	
Volume moyen annuel par séance	1 774 136,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 911 699 913,99	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	3,93	
Ratio moyen de satisfaction	8,04	
Ratio moyen de tendance	204,45	
Ratio moyen de couverture	48,91	
Taux de rotation moyen du marché	0,02	
Prime de risque du marché	1,73	
Nombre de SGI participantes	28	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86 - Fax : +225 20 32 66 84 - Mail : brvm@brvm.org - Site Web : www.brvm.org

Catastrophes naturelles

Les inondations dans le monde ont coûté 73 milliards en 2021

Mercredi, Swiss Re a communiqué les coûts des dégâts survenus dans le monde, en raison des inondations. Celles qui ont frappé l'Allemagne et l'Europe ont été particulièrement coûteuses.

Les inondations ont causé 82 milliards de dollars (73 milliards de francs) de dégâts en 2021, au niveau mondial, annonce mercredi le réassureur Swiss Re, qui note d'importantes lacunes dans la couverture de ce risque susceptible d'augmenter avec le changement climatique. Les inondations en Allemagne et dans les pays voisins en Europe en juillet ont entraîné à elles seules plus de 40 milliards de dollars de pertes économiques, dont 13 milliards pris en charge par les assureurs, indique le réassureur dans son rapport sur les coûts des sinistres et catastrophes naturelles en 2021. Il s'agit du désastre naturel le plus coûteux jamais enregistré en Europe, précise le groupe qui fait office d'assureur pour les assureurs.



● La Belgique de nouveau frappée par des intempéries. Ici, une route à l'extérieur de Liège où les débris s'amoncellent. AFP

de la population mondiale, soit plus que toutes les autres catastrophes», a souligné Martin Bertogg. Pourtant, 75% des risques d'inondations ne sont pourtant toujours pas assurés, a chiffré le groupe suisse, dans le communiqué.

de terre. Mais la fréquence de ces périls secondaires, qui englobent aussi les tornades tempêtes, de grêle ou sécheresse, augmente, et font grimper la facture pour les assureurs.

Vague de froid

En 2021, deux de ces périls classés comme secondaires ont pour la première fois entraîné des coûts supérieurs à 10 milliards de dollars pour les assureurs, relève Swiss Re, entre les inondations en Europe et la vague de froid aux États-Unis qui s'était étendue jusqu'au Texas. En 2021, les catastrophes naturelles ont engendré 270 milliards de dégâts, dont 111 milliards couverts par les assureurs, selon Swiss Re qui mettait à jour sa première estimation de mi-décembre, dans ce rapport. Les sinistres engendrés par l'homme, comme les incendies ou accidents industriels, se sont eux chiffrés à 10 milliards de dollars, dont 8 milliards assurés.

(AFP)

Énergie

Demander de payer du gaz russe en roubles n'est «pas acceptable»

Pour le ministre allemand de l'Économie, Vladimir Poutine est «dos au mur». D'où sa réponse au gel des actifs de la Russie par les Occidentaux, qui revient, selon les pays du G7, à une «violation de contrat».

Les pays du G7 (États-Unis, France, Royaume-Uni, Canada, Japon, Allemagne et Italie) ont estimé, lundi, qu'exiger un paiement en roubles du gaz russe n'est «pas acceptable», a déclaré le ministre allemand de l'Économie, Robert Habeck. «Tous les ministres du G7 sont tombés d'accord sur le fait qu'il s'agissait d'une violation unilatérale et claire des contrats existants», a-t-il dit à l'issue d'une réunion virtuelle avec ses homologues du groupe. «Je pense qu'il faut interpréter cette demande comme le fait que Poutine est dos au mur.» Le président russe a annoncé, la semaine dernière, que la Russie n'accepterait plus de paiements en dollars ou en euros pour les livraisons de gaz à l'Union européenne, donnant une semaine aux autorités russes pour élaborer un nouveau système de règlement en roubles. «Nous demandons aux entreprises concernées de ne pas répondre à la demande de Poutine», a encore affirmé Robert Habeck, lundi, qualifiant la Russie de «fournisseur pas fiable». À travers cette exigence, «la tentative de Poutine de nous diviser est évidente», a ajouté le ministre, dont le pays préside, cette année, le G7. Le président russe a



● La Russie a annoncé, la semaine dernière, qu'elle n'accepterait plus de paiements en dollars ou en euros pour les livraisons de gaz à l'Union européenne. REUTERS

expliqué que sa décision était une réaction au gel des actifs de la Russie décidée par les Occidentaux pour sanctionner Moscou, après l'invasion de l'Ukraine. Nombre d'acheteurs européens du gaz russe – dont l'Allemagne, la Pologne ou encore la France – ont dénoncé cette demande, estimant que la Russie violait par ce biais ses contrats avec les entreprises européennes achetant du gaz.

Accord avec le Qatar pour l'Allemagne

Malgré l'invasion de l'Ukraine par Moscou, le gaz russe continue d'affluer vers l'Union européenne, qui refuse d'imposer un embargo, comme les États-Unis. Certains pays européens, dont l'Allemagne, sont en effet

particulièrement dépendants de cette ressource pour leur économie. Berlin, qui se fournissait avant la guerre à plus de 55% auprès de la Russie, cherche à réduire rapidement sa dépendance en démarchant d'autres producteurs, mais n'envisage pas pouvoir se passer de gaz russe avant mi-2024. Le gouvernement allemand va notamment accélérer la construction de terminaux GNL en vue d'importer du gaz liquéfié. Un accord a été signé, mi-mars, avec le Qatar, important exportateur de GNL (gaz naturel liquéfié), pour une «fourniture de long terme», lors d'une visite de Robert Habeck, dans ce pays du Golfe.

(AFP)

Jeux vidéo

Sony annonce sa réplique au Game Pass de Microsoft

L'entreprise japonaise confirme la fusion de son PlayStation Plus et de son PlayStation Now et lance une fusée d'abonnement à trois étages.

Confirmant de nombreuses rumeurs lancées au cours de ces dernières semaines, Sony Interactive Entertainment a officialisé, sur son PlayStation Blog, sa réponse au Game Pass de Microsoft qui est au jeu vidéo ce que les séries et les films sont à Netflix: un accès à des contenus à gogo moyennant un abonnement. Le nouveau service mis en place consacre la fusion du PlayStation Plus (qui permet de jouer en ligne et de bénéficier d'une petite sélection régulière de jeux gratuits) avec le PlayStation Now (qui permet d'accéder à une liste de titres tirés du catalogue PlayStation jouable via le cloud et parfois après téléchargement). Il portera le nom de PlayStation Plus. Ce nouveau service sera proposé sur mode d'une fusée à trois étages: le premier,



autour des 10 francs, – le PlayStation Plus Essential – correspond au PS Plus existant. Le second, autour des 15 francs, – Le PlayStation Plus Extra – ajoute un catalogue «d'environ 400 des meilleurs jeux PS4 et PS5». Le dernier, autour des 18 francs, – Le PlayStation Plus Premium – ajoute plus de 300 titres de générations précédentes (PS3, PS2, PS et même PSP) au catalogue certains en streaming seulement ainsi que des démos de nouveaux jeux qui seront praticables pendant quelques heures. On

note que cette annonce laisse de côté la spécificité la plus marquante du service que Sony souhaite concurrencer: les exclusivités maison PS4/PS5 ne seront pas intégrées le jour de leur sortie dans le catalogue à abonnement et resteront d'abord des jeux vendus à l'unité. La mise en place de ce nouveau PlayStation Plus est annoncée dès le mois de juin et se poursuivra région par région jusqu'à la fin du premier semestre 2022. Le calendrier précis n'est pas encore connu.

Avec lematin.ch

France

La croissance a permis de résorber un peu la dette

Le rebond de l'économie en 2021 a permis un début d'amélioration des finances publiques françaises.

Après son envol en 2020 du fait de la crise sanitaire, le ratio de dette publique a amorcé un léger recul l'an dernier, atteignant 112,9% du PIB, tandis que le déficit public s'est un peu résorbé à 6,5%, a indiqué mardi, l'Insee. Si le rebond de l'économie en 2021 a permis ce début d'amélioration des finances publiques, la dette s'est toutefois encore alourdie en valeur absolue de près de 165 milliards d'euros, à 2813,1 milliards d'euros, tandis que le déficit



public a atteint 160,9 milliards d'euros, contre 205,5 milliards, fin 2020. L'an dernier, la dette s'était envolée à 114,6% et le déficit s'était creusé à 8,9%, des niveaux records, selon des chiffres révisés publiés par l'Institut national de la statistique. Si les comptes publics ont un

peu meilleure mine en 2021, cela s'explique essentiellement par le fort rebond de 7% de l'économie française, après la récession historique de 8% subie par la France en 2020, à cause de la crise sanitaire. La croissance ayant été plus vive que prévu, ces résultats sont un peu meilleurs que ce qu'attendait le gouvernement à l'automne dernier, puisqu'il tablait sur un déficit public de 8,4% et une dette de 114%.

(AFP)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Sixième sommet UE-UA	17-18 Février 2022	Bruxelles	+32 2 281 5150/ +32 486 22 68 65
24e conférence internationale RSEP sur l'économie, la finance et les affaires	24-25 Février 2022	Vienne, Autriche	https://rsepconferences.com/active-conference-sub-items/submit-here/
Forum régional africain sur le développement durable	3 - 5 Mars 2022	Rwanda, Kigali	https://uneca.org/fr
Rencontres de l'Assurance de Casablanca	23-24 Mars 2022	En format hybride, Maroc	Téléphone : +212 5223-91850
World Coopération industries Forum	16-17 Mars 2022	Turquie (Ankara)	www.wcforum.com
Salon international des matériaux, technologies et mobilier	29 Mars au 1er avril 2022	Valence (Espagne)	https://fimma-maderalia.feriavalencia.com/
XVe Congrès forestier mondial	2 - 6 Mai 2022	République de Corée	https://www.wfc2021korea.org/
12e Conférence sur le commerce et l'énergie des granulés de biomasse 2022	16-19 Mai 2022	Tokyo (en hybride)	https://www.cmtevents.com/eventschedule.aspx?ev=220504&
9ème édition du Sommet Africités	17-21 Mai 2022	Kisumu, Kenya	https://www.uclga.org/?lang=fr
Conférence annuelle de l'Association Africaine du Capital Investissement et du capital risque	25-29 Avril 2022	Dakar, Sénégal	avca@avca-africa.org
5e Congrès mondial d'agroforesterie	17-20 Juillet 2022	Canada	https://www.agroforestry2022.org/fr

HOROSCOPE finance

Bélier Au cours de cette journée un peu chancelante, gardez-vous de toute spéculation ; laissez ce genre de risque aux aventuriers professionnels. Regardez-y à deux fois avant de prêter de l'argent à des personnes qui ne sont pas tout ce qu'elles s'efforcent de paraître. Certains natifs tireront profit d'un second métier ou d'un passe-temps.

Taureau Avec Mercure dans votre camp, vous n'aurez aucun mal à équilibrer votre budget, et pourriez même bénéficier d'un apport d'argent imprévu et... bienvenu. Neptune, l'un des astres qui dirigent pour vous le plan financier, travaillera de concert avec Saturne, une planète d'organisation, ce qui vous aidera à agir en excellent gestionnaire.

Gémeaux Côté argent, il faudra vous serrer la ceinture. Si vous vous laissez aller à multiplier les dépenses superflues, l'équilibre de votre budget ne tardera pas à être compromis.

Cancer Vous allez probablement dépenser sans compter et pas toujours à bon escient. Ne soyez pas aussi large : on va finir par abuser de votre gentillesse. Sachez que l'estime et l'amitié ne s'achètent pas. Comptez plutôt sur vos compétences et vos qualités de cœur.

Lion Avec l'appui musclé de Neptune en bons aspects, vous passerez une journée sans problème financier et pourrez même espérer des rentrées conséquentes ou une prime quelconque. Si votre métier touche de près ou de loin la joaillerie, faites preuve de vigilance et de prudence dans vos diverses transactions.

Vierge Pluton, en aspect harmonieux, devrait jouer positivement pour vous en matière financière, vous aidant à augmenter vos revenus, à choisir de meilleurs placements, et à vous lancer dans des investissements rentables. Pour quelques natifs, un héritage est possible.

Balance Autant le préciser tout de suite : cette configuration de Saturne n'augure rien de fameux dans le secteur finances. Au mieux, elle vous contraindra à accepter une période de restriction. Au pire, elle va provoquer de nombreux retards dans des rentrées d'argent, ce qui vous obligera à refaire vos comptes. En attendant que la situation se rétablisse, ce qui ne saurait tarder, essayez de ne pas en faire une maladie.

Scorpion Resserrez les cordons de votre bourse, sinon vous craquerez pour un oui pour un non. Et ce ne sera vraiment pas le moment ! D'autres dépenses, indispensables celles-là, vont se présenter : tâchez d'y faire face.

Sagittaire Sur le plan financier, votre côté plutôt rêveur et insouciant pourra vous faire rater d'excellentes occasions que vous offrira Saturne. Aussi serait-il utile, en cette journée, de vous adjoindre l'aide d'une personne plus réaliste et plus compétente.

Capricorne La Lune en cet aspect vous donnera de la combativité, mais aussi un besoin de satisfaire toutes vos envies de luxe et de prodigalité. Soyez raisonnable : évitez les dépenses inutiles, pour ne pas vous priver du nécessaire.

Verseau Votre jugement en matière de finances sera obnubilé aujourd'hui par l'action hostile de Pluton mal aspecté. Vous risquez fort de faire une mauvaise évaluation de la conjoncture. Ce ne sera donc pas le moment de vous lancer dans des spéculations trop importantes.

Poissons Soyez d'une extrême prudence dans vos dépenses, en particulier si elles impliquent un emprunt de longue durée. Les dettes sont faciles à contracter et les dépenses plus faciles encore à effectuer, mais les remboursements seront plus pénibles qu'il n'y paraît : voilà le piège qui vous attend ! Et tout le monde sait aussi que "les dettes réduisent l'homme libre en esclavage" (Publius Syrus).

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières

Email : leconomistetogo@gmail.com

Site web : www.leconomistedutogo.com

REC N°0602/11/12/19/HAAC

Adresse : AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)

Tél : 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

Komlan KPATIDE
(+228 90 05 05 08)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Eyram AKAKPO
Bernard AFAWOUBO

Nicole ESSO
Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM
Kodji GATOR JOE

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Gérard DAMAWOU

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE

La Commission

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT**N° 05/2022/A.O/COM/UEMOA**

Date de Publication de l'avis : 18 mars 2021

1. Le présent appel d'offres ouvert a pour objet la sélection d'un prestataire en vue de la réalisation et de la diffusion d'un film documentaire sur la politique communautaire de la concurrence au profit de l'UEMOA.
2. La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine invite, par le présent appel d'offres, les soumissionnaires admis à concourir à présenter leur offre sous pli fermé en vue de la réalisation et de la diffusion d'un film documentaire sur la politique communautaire de la concurrence au profit de l'UEMOA.
3. Les prestations sont regroupées en un seul lot
4. La participation à la concurrence est ouverte à toutes les sociétés spécialisées dans le domaine et ayant les capacités techniques requises pour la réalisation et la diffusion d'un film documentaire sur la politique communautaire de la concurrence, objet du présent appel d'offres.
5. Le délai d'exécution du contrat est de soixante (60) jours.

Les soumissionnaires joindront à leur offre les pièces administratives suivantes :

- une quittance d'achat du dossier d'appel d'offres ;
- un document attestant que le soumissionnaire ne se trouve dans aucune des situations suivantes : faillite, suspension de paiement et établi conformément à la législation ou à la pratique nationale du pays de la société datant de moins de trois (03) mois ;
- une attestation originale ou certifiée conforme, justifiant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis du fisc jusqu'au dernier terme échu à la date de dépôt des offres ;
- une attestation originale ou certifiée conforme de la Sécurité Sociale prouvant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis de la législation du travail jusqu'au dernier trimestre échu à la date de dépôt des offres ;
- Une attestation d'inscription au registre du commerce conformément à la législation ou à la pratique nationale du soumissionnaire.

La non-production d'une pièce administrative ou sa non validité ne conduit pas à l'élimination de l'offre du soumissionnaire. Cependant, ladite pièce doit être produite avant l'attribution du marché.

6. Les soumissionnaires intéressés à concourir peuvent obtenir des informations supplémentaires auprès de la Commission de l'UEMOA à l'adresse ci-dessous :

**La Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO
01 B.P. 543 - OUAGADOUGOU 01 (Burkina Faso)
Département des Services Administratifs et Financiers**

Personnes à contacter :

- **M. Brice SIB** Tel.: +226 25 31 86 40 poste 87 30, Email : bsib@uemoa.int
- **M. Abdoulaye Domboué COULIBALY**, Email : adcoulibaly2@uemoa.int

7. Les entreprises intéressées par le présent avis pourront acquérir le dossier d'appel d'offres à la **Direction du Secrétariat de la Commission, des Archives et Documentation et (DSCAD) De la Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, à Ouagadougou, ou dans les différents Bureaux de Représentations de l'UEMOA** contre paiement en espèces d'une somme non remboursable de vingt mille (20 000) Francs CFA.
8. Les offres, rédigées en langue française, devront parvenir à **Monsieur le Président de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), 380 Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, 01 B.P. 543 - OUAGADOUGOU 01, Burkina Faso, au plus tard le mardi 19 avril 2022 à 9 h 30, heure locale**, accompagnées d'une garantie de soumission d'un montant de deux cent mille (200 000) FCFA. L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que les offres parvenues après l'expiration de ce délai ne sont pas recevables.
9. L'ouverture des offres aura lieu en séance publique, au siège de la Commission, à Ouagadougou, le même jour à partir de 10 H 00 mn, en présence des représentants des soumissionnaires porteurs de mandats ; ceux qui ne seront pas munis de mandats ne seront pas acceptés à la séance d'ouverture
10. La Commission de l'UEMOA se réserve le droit d'apporter toutes modifications au présent appel d'offres ou de ne donner aucune suite à tout ou partie dudit appel d'offres.

Pour le Commissaire chargé du Département
des Services Administratifs et Financiers
et par délégation,
Le Directeur de Cabinet,

Alioune THIOUNE



Innovation

G-Agricole, une solution de gestion des fermes avicoles

Une innovation made in Togo adaptée aux réalités des fermes avicoles locales. L'outil permet aux exploitants des fermes ou investisseurs de mieux gérer ou de suivre en temps réel toutes les activités dans la ferme.

Kokou Mawulikplimi Adjeyi, informaticien de formation a développé un logiciel complet de gestion pour les aviculteurs. L'outil permet de gérer tous les aspects d'une ferme avicole (de l'achat des poussins jusqu'à la réforme). Le logiciel intègre aussi la gestion de la comptabilité, la prophylaxie, les traitements, la provenderie etc. Un outil complet pour une gestion automatisée de la ferme. "Tout éleveur par rapport à la taille de son cheptel peut utiliser notre solution. Un éleveur qui a dans sa ferme 1000 sujets peut par exemple avec 50 000 F/an utiliser le logiciel. Ça lui permet de contrôler son investissement et à le suivre, d'anticiper sur les actions à mener", explique M. Adjeyi à agridigitale.net. Pour que les premiers acteurs s'approprient de son innovation, M. Adjeyi propose des formations pour la maîtrise de son logiciel. Rapide, simple et efficace à utiliser même si l'exploitant n'a pas l'internet sur sa ferme. "Pas



● La solution G-Agricole de Kokou Mawulikplimi Adjeyi primée (image AGD/P.S)

besoin d'être tout le temps connecté. Pour des aviculteurs qui sont dans des zones peu reculées, notre application mobile permet de travailler hors-connexion et dès qu'il se trouve à un endroit où il a une connexion, il synchronise tout et ses données sont mises à jour", souligne-t-il. Il ajoute que tout est fait pour permettre aux investisseurs dans les activités d'une ferme de tout contrôler sans être sur place. "Notre solution permet à un investisseur à l'étranger de suivre

quotidiennement ce qui se passe, la quantité d'aliments que les poules ont consommé dans sa ferme et autres. Vous n'avez plus vraiment besoin d'être présent pour savoir si votre investissement va bien ou mal", affirme-t-il. Outre le Togo, le logiciel G-Agricole est utilisé au Sénégal, Guinée, Côte d'Ivoire, Cameroun etc. Cette solution a été primée cette année lors de l'édition 2 du concours "Tremplin start-up UEMOA".

Avec agridigitale.net

62ème anniversaire de l'indépendance du Togo

Le district du Grand Lomé et Agoè s'apprêtent

Le 27 avril prochain, le Togo fêtera son 62ème anniversaire d'accession à la souveraineté internationale. Pour bien célébrer cette festivité, bien de communes du Grand Lomé s'apprêtent dans la capitale togolaise pour donner un bon cachet à la fête.

Le DAGL et ses communes s'organisent déjà pour une bonne célébration du 62ème anniversaire d'indépendance du Togo à Lomé, à travers une rencontre d'échanges tenue ce mardi 29 mars 2022 entre le District, les communes du Grand Lomé et les préfectures du Golfe et d'Agoè-Nyivé. Cette rencontre a permis aux participants de passer en revue la stratégie à dérouler pour la réussite de la commémoration du 62ème année d'indépendance du Togo. La rencontre présidée



par le Secrétaire Général du DAGL, Tagba Ataféyinam Tchelim, aux côtés des deux préfets du Golfe et d'Agoè-Nyivé respectivement, Kossi Atabuh et Hodabalo Awaté,

a essentiellement porté sur le pavoisement des places publiques et stratégiques sur les ressorts territoriaux des municipalités à l'occasion de cette fête nationale. Le Secrétaire Général du DAGL, Tagba Ataféyinam Tchelim a, par ailleurs, exhorté les maires à mettre du sien et rendre propre leurs communes pour que cette commémoration soit remarquable dans toutes les artères du Grand Lomé.

Avec lenouveaureporter.com



Tirage au sort Mondial 2022

Les 4 chapeaux sont quasiment tous connus !

Les Bleus vont bientôt connaître leurs premiers adversaires du Mondial 2022. Tour d'horizon des 4 chapeaux avant le tirage au sort de la phase de poules.

Depuis hier soir, on connaît 27 des 32 qualifiés pour la prochaine Coupe du monde 2022 au Qatar. Autant de nations qui rêvent de succéder à l'équipe de France vainqueur en Russie il y a quatre ans. Mais avant de pouvoir soulever le Graal, il va falloir passer par la case tirage au sort qui sera organisé vendredi prochain à Doha. À partir de 18h, heure française, Didier Deschamps et ses hommes connaîtront leurs futurs adversaires. Pour rappel, les 32 nations présentes seront réparties en quatre chapeaux

et chaque pot sera composé en fonction du classement FIFA, excepté pour le Qatar qui est tête de série d'office en tant que pays organisateur. Une excellente nouvelle pour les Bleus qui sont assurés d'être dans le chapeau 1. Ils éviteront ainsi la Belgique, le Brésil, l'Argentine, l'Angleterre, l'Espagne et le Portugal. Pratique quand on sait que dans les huit équipes du pot 2, les seuls épouvantails seront les Pays-Bas et l'Allemagne.

La France plutôt épargnée



● Le trophée de la Coupe du Monde présenté ©Maxppp

Pas encore officiellement qualifiés, les États-Unis et le Mexique ne devraient pas rater leur avion pour le Qatar puisqu'il faudrait qu'ils s'inclinent très lourdement face au Costa Rica et au Salvador pour voir leur rêve se briser. Sauf cataclysme, ils seront donc dans le pot 2. Qualifiés in extremis face à l'Égypte, les champions d'Afrique sénégalais seront le principal danger du chapeau 3. Ils seront accompagnés par le Maroc, le Japon, la Pologne, l'Iran ou encore la Serbie. Enfin, les derniers barragistes attendus seront tous

reversés dans le chapeau 4 en compagnie de l'Arabie Saoudite, de l'Équateur, du Ghana, du Cameroun tombeur de l'Algérie et du Canada ou de la Tunisie (ces deux pays se disputent une place dans le pot 3 et 4). Une fois tous les groupes connus, il convient de rappeler que les 32 qualifiés sauront également qui seront leurs potentiels adversaires en huitièmes de finale puisque le premier du groupe A affrontera le deuxième du groupe B et inversement. Même principe pour les poules C et D, E et F, G et H.

Avec footmercato.net

Baromètres Togo

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance



**Salon Monétique
Régional 7^e EDITION**

Du 26 au 27 octobre 2022

 **Dakar, Sénégal**



AU PROGRAMME

EXPOSITION ● WORKSHOP ● FORUM
GALA & AWARDS ● VISITE DE SITES TOURISTIQUES

INSCRIVEZ-VOUS DÈS MAINTENANT

 Tél : +221 33 869 95 95

 salonmonetique@gim-uemoa.org

FONi 2022

FORUM INTERNATIONAL DE L'INTERMÉDIATION
DU NUMÉRIQUE ET DE L'INNOVATION

INTERNATIONAL FORUM FOR INTERMEDIATION
DIGITAL AND INNOVATION

**Du 28 au 29 Avril 2022
à l'Hôtel 2 Février à Lomé au Togo**

foni.afrikcreances.com

